

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INCINERIS**

5 chemin de Boussières

BP25

59157 Beauvois-en-Cambrésis

Références : V2.2023.269  
Code AIOT : 0007006047

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement INCINERIS implanté 5, chemin de Boussières BP 25 59157 Beauvois-en-Cambrésis. L'inspection a été annoncée le 28/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INCINERIS
- 5, chemin de Boussières BP 25 59157 Beauvois-en-Cambrésis
- Code AIOT : 0007006047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INCINERIS est la filiale spécialisée dans l'incinération d'animaux domestiques et la collecte de déchets d'activités de soins vétérinaires au sein de la holding LA COMPAGNIE DES VETERINAIRES.

La Compagnie d'Incinération des Animaux Familiers (Cie IAF) a été constituée en 1995 par 250 vétérinaires.

Le site de Beauvois-en-Cambrésis a été le premier site d'incinération créé par la société.  
Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation pour les rubriques principales suivantes :  
- 2740 : incinération de cadavres d'animaux pour une capacité de 9,6 tonnes par jour,  
- 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges (A-2).

**Le thème de la visite a concerné la situation administrative du site au regard de l'instruction de sa demande d'autorisation en régularisation de ses activités classées.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossiers pour mise en enquête publique	Code de l'environnement, article R.181-12	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas déposé les éléments nécessaires à la mise en enquête publique demandés par courriel préfectoral en date du 6 janvier 2022.

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de déposer les éléments nécessaires à la mise en enquête publique du dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction pour la régularisation administrative des activités du site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossiers pour mise en enquête publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.181-12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Enquête publique
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet mentionné à l'article R. 181-2 :  1° Soit en quatre exemplaires papier et sous forme électronique ;  2° Soit sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure.  Les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5 ou, s'agissant des projets relevant du 3° de l'article L. 181-1, au droit d'inventeur, sont occultées du dossier déposé. Elles sont transmises au préfet sous pli séparé sous forme papier.  A la demande du préfet, le pétitionnaire fournit sous forme papier les exemplaires nécessaires pour procéder à la consultation du public et aux autres consultations.

**Constats :**

La demande d'autorisation sollicitée par l'exploitant en date du 17 décembre 2015 qui visait à régulariser la situation administrative de l'établissement INCINERIS à Beauvois-en-Cambrésis a fait l'objet de 2 demandes de compléments en date des 10 mars 2016 et 19 octobre 2017 complétés par les courriels des 8 novembre 2017, 15 décembre 2017 et 13 juin 2019.

Par courriel du 13 juin 2019, l'inspection a demandé à l'exploitant de déposer un dossier de demande d'autorisation consolidé reprenant le dossier initial complété des éléments transmis au cours des dernières années.

Le dossier consolidé a été déposé en préfecture du Nord le 30 janvier 2020.

L'inspection a rédigé un rapport de recevabilité en date du 21 septembre 2021 proposant de soumettre la demande d'autorisation à l'enquête publique prévue à l'article R.512-14 du code de l'environnement (article dorénavant abrogé et remplacé par les dispositions du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement).

Suite à la réception de l'avis de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE) en date du 05 janvier 2022 qui comportait quelques remarques, l'exploitant a indiqué qu'il allait répondre aux remarques et en particulier mettre en place une chambre à froid négatif.

L'exploitant a indiqué qu'il souhaitait que la chambre froide soit construite avant de poursuivre l'instruction.

L'inspection a indiqué que ces éléments construits ou à venir devaient être intégrés à la réponse à la MRAE sous la forme d'un courrier et versés au dossier afin de pouvoir poursuivre l'instruction du dossier et, le cas échéant, à terme, faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance en cas de besoin.

Par courriel du 6 janvier 2022, la préfecture du Nord a demandé à l'exploitant de fournir les dossiers nécessaires à la mise à l'enquête publique de sa demande d'autorisation de poursuivre ses activités.

A ce jour, malgré relance, l'exploitant n'a toujours pas fourni les éléments nécessaires.

Le sujet a été évoqué avec l'exploitant qui a rappelé qu'il souhaitait que la chambre froide pour la conservation des cadavres demandée dans l'avis de la MRAE soit en place pour poursuivre l'instruction.

L'inspection a rappelé une nouvelle fois que les réponses à apporter aux interrogations de la MRAE pouvaient faire l'objet d'un échéancier et ne devaient pas entraver la démarche d'instruction en cours.

L'exploitant ne semble pas vouloir comprendre la démarche, néanmoins, l'inspection a précisé à l'exploitant que les motifs évoqués ci-dessus étaient peu recevables dans la mesure où depuis la construction effective de la chambre froide, les dossiers n'avaient toujours pas été déposés en préfecture.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de déposer les dossiers afin de procéder à l'enquête publique nécessaire pour l'instruction de la régularisation de la situation administrative des activités du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 1 mois